ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

Grèce

Question au Gouvernement n° 3021

Texte de la question

SITUATION DE LA GRÈCE

M. le président. La parole est à M. Alain Rodet, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

M. Alain Rodet. Monsieur le président, ma question s'adresse à M. le ministre des finances et des comptes publics.

Nous le savons, la situation de la Grèce est extrêmement préoccupante, sur les plans tant social et politique que financier.

Depuis plusieurs semaines, les autorités grecques peinent à trouver un accord avec la Commission européenne et avec les autres États membres de la zone euro. Pourtant, le temps presse : il faut rapidement trouver une issue.

L'objectif de la France, du chef de l'État, du Gouvernement, est que la Grèce puisse s'en sortir. Pour cela, elle doit avoir les moyens de faire face à ses dépenses et à ses obligations. Le niveau des efforts budgétaires demandés à la Grèce a été considérablement diminué. Les délais sont désormais très courts. Il convient donc de reprendre rapidement la négociation.

Demain, jeudi 17 juin, l'Eurogroupe se réunit pour mettre au point le compromis de la dernière chance. Trop demander à la Grèce, c'est bien sûr étouffer son peuple et tuer son économie. Ne rien lui demander, c'est affaiblir considérablement la zone euro tout entière. Il faut donc s'employer à ce que la Grèce puisse rester dans la zone euro par l'adoption d'un compromis équilibré.

Monsieur le ministre, nous savons les efforts que la France a déjà consentis pour aboutir à une solution équitable et responsable. À la veille de la réunion de l'Eurogroupe, pouvez-vous nous rappeler la position du Gouvernement dans ce contexte de crise qui concerne bien sûr au premier chef la Grèce, mais qui peut avoir également un impact important en France et en Europe. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances et des comptes publics.

M. Michel Sapin, *ministre des finances et des comptes publics.* Monsieur le député Alain Rodet, comme vous le dites vous-même, la situation de la Grèce est préoccupante.

Il n'y a qu'une solution et une seule : réussir les négociations entre la Grèce et ses partenaires que sont les autres pays de la zone euro et de l’Union européenne, la Commission, la Banque centrale européenne, le Fonds

monétaire international. Il n'y a pas d'autre solution. Un échec serait extrêmement dommageable, d'abord et avant tout pour la Grèce, qui a déjà souffert pendant cinq ans. Le peuple grec a été obligé de fournir beaucoup d'efforts pour que les erreurs du passé soient en partie réparées.

Il y a encore des efforts à faire, il y a des responsabilités à prendre. Il appartient au gouvernement grec d'avancer des propositions en toute liberté, en toute souveraineté pour montrer que la Grèce est prête à faire des efforts supplémentaires, moins importants que ceux qui étaient demandés auparavant, parce que le Gouvernement a changé et que la situation rend nécessaire la relance de la croissance, de l'activité économique et de l'emploi, en Grèce comme ailleurs.

Chacun doit prendre ses responsabilités, y compris nous, les interlocuteurs du gouvernement grec. Aucun pays, aucune institution ne peut se résoudre à un échec, qui serait gravissime, non seulement pour la Grèce, mais aussi pour le projet européen et pour la confiance dans l'économie européenne que nous devons progressivement restaurer.

Tous, nous avons besoin de croissance ; tous, la Grèce comme les autres États européens, nous avons besoin d'emplois supplémentaires. Nous avons un destin commun, une vocation commune, un intérêt commun qui est de trouver un accord. La France est là pour permettre d'en fixer les termes, le Président de la République est là pour cela. Et demain, en tant que ministre des finances, j'y travaillerai également avec mes collègues.
(Applaudissements sur quelques bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.)

Données clés

Auteur : M. Alain Rodet
Circonscription : Haute-Vienne (1re circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain
Type de question : Question au Gouvernement
Numéro de la question : 3021
Rubrique : Politique extérieure
Ministère interrogé : Finances et comptes publics
Ministère attributaire : Finances et comptes publics

Date(s) clée(s)

Question publiée au JO le : 18 juin 2015
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 18 juin 2015